



AVIS D'APPEL D'OFFRES

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N° 1036 / AONO/MINSANTE/CIPM/2026 DU 02 OCT 2026, POUR LES TRAVAUX DE
REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES DE CERTAINS SERVICES A L'HOPITAL
LAQUINTINIE DE DOUALA

FINANCEMENT: PLAN DE MITIGATION

1. OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Dans le cadre de l'exécution du Plan de mitigation Public 2026, le Ministre de la Santé Publique lance un Appel d'Offres National Ouvert pour l'exécution des travaux de réhabilitation des infrastructures de certains services à l'Hôpital Laquintinie de Douala

2. CONSISTANCE DES TRAVAUX

Les travaux objet du présent appel d'offres, comprennent tous les corps de métier tel que prévu dans le devis quantitatif et estimatif (DQE). Il s'agit notamment de :

- Maçonnerie et élévation ;
- Charpente-couverture ;
- Electricité ;
- Plomberie et Sanitaire ;
- Peinture ;

3. TRANCHES/ALLOTISSEMENT

Les travaux objet du présent Appel d'Offres, sont constitués en un (01) lot unique.

4. COUT PREVISIONNEL

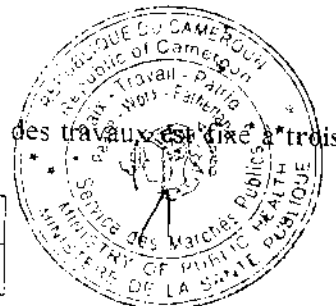
Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de :

Région	ITEM	Budget Global Prévisionnel TTC
LITTORAL	Travaux de réhabilitation des infrastructures de certains services à l'Hôpital Laquintinie de Douala	331 406 781

5. DELAI PREVISIONNEL D'EXECUTION

Le délai d'exécution maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux est fixé à trois (03) mois repartis ainsi qu'il suit :

	2026
Durée / mois	03



Ce délai court à compter de la date de notification de l'Ordre de Service de commencer les travaux.

6. PARTICIPATION ET ORIGINE

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à égalité de conditions aux entreprises ou Groupement d'Entreprises de Bâtiments et Travaux Publics de droits camerounais catégorisées C à l'issue de la publication des résultats de la catégorisation des entreprises du sous-secteur d'activités « bâtiments ».

En cas de regroupement, l'acte notarié doit être présenté par le mandataire du groupement

7. FINANCEMENT

Les travaux objet du présent appel d'offres sont financés par le plan de mitigation 2026, imputation : 60 40 412 1 33000008 0731 523316.

8. MODE DE SOUMISSION

Le mode de soumission est exclusivement en ligne.

9. CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, datée, timbrée et acquittée à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à **Six millions (6 000 000frances) CFA accompagnée du récépissé délivré par la caisse de dépôt et de Consignation (CDEC).**

La caution de soumission devra rester valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie Cutorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. CONSULTATION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le dossier physique peut être consulté aux heures ouvrables au Secrétariat du Service des Marchés Publics (Bureau des Appels d'Offres) du MINSANTE sis à l'Immeuble de la santé abritant la Division des Etudes et des Projets (DEP) non loin de l'immeuble siège de la Croix – Rouge Camerounaise à Yaoundé (téléphone/fax 222 22 10 21), dès publication du présent avis et la version électronique sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> ou <http://www.publiccontracts.cm> et sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11. ACQUISITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

La version physique du Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu au Service des Marchés Publics du MINSANTE sis au Rez de chaussée de l'immeuble de la Santé du Ministère de la Santé Publique situé à proximité de la Croix Rouge (Téléphone/fax 222 22 10 21), dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable des frais d'achat du DAO **d'un montant de Deux cent mille (200 000) FCFA** payable au Trésor Public.

Il est possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit aux adresses <http://www.marchespublics.cm> ou <http://www.publiccontracts.cm>, et sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm). Toutefois, la soumission par voie électronique est conditionnée par le paiement des frais d'acquisition du DAO.

12. REMISE DES OFFRES

Chaque offre est rédigée en français ou en anglais. Les Offres devront exclusivement être transmises via la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> au plus tard le **02/11/26** à 13 heures, heure locale. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur trois (03) clés USB devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible (Copie de Sauvegarde dans 03 clés USB) en plus des références de l'Appel d'Offres dans les délais impartis :

**« APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N° _____ / AONO/MINSANTE/CIPM/2026 DU **02/11/26** POUR LES TRAVAUX DE
REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES DE CERTAINS SERVICES A L'HOPITAL LAQUINTINIE DE
DOUALA.**

FINANCEMENT: PLAN DE MITIGATION

MAITRE D'OUVRAGE : Ministre de la Santé Publique.



b) Offre technique incomplète pour absence de l'un des éléments ci-après :

- Déclaration sur l'honneur attestant que le soumissionnaire n'a pas abandonné un marché au cours des trois dernières années, et qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes établie par le MINMAP ;
- Avoir un chiffre d'affaires moyen déclaré de 300 millions FCFA sur les trois dernières années (2023, 2024 et 2025) ;
- Avoir une Capacité financière (ligne de crédit disponible) d'un montant de 100 millions justifiée par une attestation signée par une Banque de premier ordre agréée par le Ministre en charge des Finances.
- La charte d'intégrité datée et signée ;
- La déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- N'avoir pas satisfait **20/26 oui des critères essentiels.**

c) Offre financière incomplète pour absence de l'une des pièces ci-après :

- Omission dans l'offre financière d'un prix unitaire quantifié ;

15.2. Critères essentiels

Les critères dits essentiels sont ceux primordiaux ou clés pour juger de la capacité technico-financière des candidats à exécuter les prestations, objet de l'appel d'offres. Ceux-ci doivent être déterminés en fonction de la nature et de la consistance des prestations à réaliser.

Il convient de préciser formellement les modalités de validation d'un critère à partir du nombre de sous-critères à respecter.

Les offres techniques seront évaluées selon les critères essentiels qui porteront à titre indicatif sur :

- La présentation de l'offre ;
- Les références générales dans les travaux de bâtiment sur les trois dernières années (2023, 2024, 2025) d'un montant cumulé de 200 millions à sortir de copie du marché premier et dernière page et le PV de réception de ces marchés ;
- Les références spécifiques dans les domaines d'infrastructure hospitalier d'un montant cumulé de 150 millions à sorti de copie du marché premier et dernier page et le PV de réception de ces marchés
- La capacité financière (l'accès à une ligne de crédit ou autres ressources financières, le chiffre d'affaires, attestation de solvabilité financière) ;
- Qualification et expérience du personnel ;
- Moyens matériels et logistiques ;
- Organisation et méthodologie ;
- De l'absence de possession d'un matériel minimum (liste à préciser par le maître d'Ouvrage et à déterminer en propre ou en location)
- CCAP et CCTP, paraphés, signés à la dernière page avec la mention lu et approuvé.

16. ATTRIBUTION

Le Maître d'Ouvrage attribue le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les remises proposées.

17. NOMBRE MAXIMUM DE LOTS :

Le présent Appel d'Offres n'est pas alloti.

18. DUREE DE VALIDITE DES OFFRES

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant *quatre-vingt-dix (90) jours* à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

19. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Secrétariat du Service des Marchés Publics du MINSANTE sis au Rez de chaussée de l'immeuble de la Santé du Ministère de la Santé Publique situé à proximité de la Croix Rouge (Téléphone/fax 222 22 10 21)

ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses : <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, dès publication du présent avis.

Les renseignements d'ordre technique peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Division des Etudes et des Projets (numéro de Téléphone : 222 23 07 88)

20. ASSISTANCE TECHNIQUE

Pour obtenir une assistance technique, en cas de survenance d'un problème lié à l'utilisation de la plateforme, bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155 / 222 235 669 ou écrire à l'adresse email : dsi@minmap.cm.

21. LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES MAUVAISES PRATIQUES

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517/ 698 67 56 27, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, ARMP au numéros : 222 20 18 03,

Yaoundé le 02/10/2026

Copies :

- MINSANTE/CAB
- MINMAP;
- Président/CIPM/MINSANTE;
- Service des Marchés Publique (pour archivage);
- affichage.

[Signature]
In Maroua Malachie



REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie
MINISTRE DE LA SANTE PUBLIQUE
SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIERES ET DU PATRIMOINE
SOUS-DIRECTION DU BUDGET ET DU FINANCEMENT
SERVICE DES MARCHES PUBLICS
BUREAU DES APPELS D'OFFRES



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland
MINISTRY OF PUBLIC HEALTH
SECRETARIAT GENERAL

DEPARTMENT OF FINANCIAL RESOURCES AND EQUIPMENT
SUB-DEPARTMENT OF BUDGET AND FINANCING
PUBLIC CONTRACTS SERVICE
TENDERS OFFICE

INVITATION TO TENDER

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER

No. 036 /AONO/MINSANTE/CIPM/2026 OF 02 OCT 2026, FOR THE
REHABILITATION WORKS ON THE INFRASTRUCTURE OF SOME DEPARTMENTS AT
THE LAQUINTINIE HOSPITAL IN DOUALA

FUNDING: MITIGATION PLAN

1. SUBJECT OF THE INVITATION TO TENDER

Within the framework of the implementation of the 2026 Public Mitigation Plan, the Minister of Public Health hereby launches an Open National Invitation to Tender for the execution of rehabilitation works on the infrastructure of some departments at the Laquintinie Hospital in Douala.

2. SCOPE OF THE WORKS

The works covered by this Invitation to Tender comprise all trades as provided for in the Bill of Quantities and Estimates (BQE), namely:

- Masonry and elevation;
- Framework and roofing;
- Electrical works;
- Plumbing and sanitary fittings;
- Painting works.

3. PHASES / DIVISION INTO LOTS

The works covered by this Invitation to Tender constitute one (01) single lot.

4. ESTIMATED COST

The estimated cost of the operation further to the preliminary studies is as follows:

Region	ITEM	Overall Estimated Budget, all taxes included
LITTORAL	Rehabilitation works on the infrastructure of some departments at the Laquintinie Hospital in Douala	331,406,781

5. ESTIMATED EXECUTION DEADLINE

The maximum execution deadline set by the Contracting Authority for the completion of the works is **three (03) months**, broken down as follows:

	2026
Duration/months	03

This deadline shall run with effect from the date of notification of the Service Order to commence the works.

6. PARTICIPATION AND ORIGIN

Participation in this Invitation to Tender is open on equal terms to Building and Public Works companies or Joint Ventures incorporated under Cameroonian law and classified in Category C further to the publication of the results of the categorisation of companies of the "building" sub-sector of activity.

In the case of a joint venture, the notarial deed shall be produced by the lead member (agent) of the joint venture.

7. FUNDING

The works covered by this Invitation to Tender shall be funded by the 2026 Mitigation Plan, budget head: 60 40 412 1 33000008 0731 523316.

8. MODE OF SUBMISSION

Bids shall be submitted online only.

9. BID SECURITY

Each bidder shall attach to its administrative documents a bid security (bid bond), dated, stamped and hand-receipted, issued by a financial institution or body approved by the Minister in charge of Finance to issue securities in the field of public contracts, the list of which appears in Document 14 of the Tender File, in the amount of **six million (6,000,000) CFA francs, accompanied by the receipt issued by the Deposit and Consignment Fund (CDEC).**

The bid security shall remain valid for thirty (30) days beyond the initial validity date of the bids. Failure to produce a bid security issued by a first-rate bank or a first-category financial institution authorised by the Ministry in charge of Finance to issue securities within the framework of public contracts shall entail the outright rejection of the bid. A bid security produced but bearing no relation to the consultation concerned shall be deemed absent. A bid security presented by a bidder during the bid opening session shall be inadmissible.

10. CONSULTATION OF THE TENDER FILE

The hard copy of the file may be consulted during working hours at the **Secretariat of the Public Contracts Service (Invitations to Tender Office) of MINSANTE**, located in the **Health Building** housing the Division of Studies and Projects (DEP), not far from the **headquarters building of the Cameroon Red Cross in Yaoundé** (telephone/fax 222 22 10 21), as from the publication of this notice, and the electronic version on the COLEPS platform at the addresses <http://www.marchespublies.cm> or <http://www.publiccontracts.cm> and on the website of the ARMP (Public Contracts Regulatory Agency) at www.armp.cm.

11. ACQUISITION OF THE TENDER FILE

The hard copy of the Tender File may be obtained from the Public Contracts Service of MINSANTE, located on the ground floor of the Health Building of the Ministry of Public Health, near the Red Cross (telephone/fax 222 22 10 21), as from the publication of this notice, upon payment of a non-refundable

sum covering the purchase of the Tender File in the amount of two hundred thousand (200,000) CFA francs, payable to the Public Treasury.

The electronic version of the Tender File may be downloaded free of charge at the addresses <http://www.marchespublics.cm> or <http://www.publiccontracts.cm>, and on the ARMP website (www.armac.cm). However, electronic submission is subject to payment of the Tender File acquisition fees.

12. SUBMISSION OF BIDS

Each bid shall be drafted in French or in English. Bids shall be transmitted exclusively through the COLEPS platform at the addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> not later than 03/11/26 at 1:00 p.m., local time. A backup copy of the bid recorded on three (03) USB flash drives shall be transmitted in a sealed envelope bearing the clear and legible indication (Backup Copy on 03 USB flash drives), in addition to the references of the Invitation to Tender, within the prescribed time limits:

**“OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER
No. 036/103-374 AON/MNSANTE/CIPM/2026 OF 02/10/26, FOR THE
REHABILITATION WORKS ON THE INFRASTRUCTURE OF SOME DEPARTMENTS AT
THE LAQUINTINIE HOSPITAL IN DOUALA.**

FUNDING: MITIGATION PLAN

CONTRACTING AUTHORITY: the Minister of Public Health.”

NB: The three (03) USB flash drives of the backup copy, the CDEC receipt and the original of the bid security shall be deposited at the Public Contracts Service at the time of submission of bids.

Size and format of files

For online submission, the maximum sizes of the documents to be transmitted through the platform and making up the bidder's bid are as follows:

- 5 MB for the Administrative Bid;
- 15 MB for the Technical Bid;
- 5 MB for the Financial Bid.

The accepted formats are as follows:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

Bidders shall use compression software so as to reduce, where necessary, the size of the files to be transmitted.

13. ADMISSIBILITY OF BIDS

The administrative documents, the technical bid and the financial bid shall be submitted on the COLEPS platform.

Any bid that is incomplete with regard to the requirements of the Tender File shall be declared inadmissible. In particular, failure to produce the bid security issued by a financial institution or body approved by the Minister in charge of Finance to issue securities in the field of public contracts, or failure to comply with the templates of the documents of the Tender File, shall entail the outright rejection of the bid without any right of appeal.

NB:

- A bid security produced but bearing no relation to the consultation concerned shall be deemed absent. A bid security presented by a bidder during the bid opening session shall be inadmissible.
- These administrative documents shall be valid at the time of submission.

14. OPENING OF BIDS

The bids (administrative documents, technical and financial bids) shall be opened in one single phase through the COLEPS platform on 03/11/26 by the Internal Tenders Board of MINSANTE, located in the former PSFN Building near the headquarters of the Cameroon Red Cross, as from 2:00 p.m., local time, in the presence of the bidders or their duly authorised representatives.

Only bidders may attend this opening session or be represented thereat by one single duly authorised person of their choice, even in the case of a joint venture.

On pain of rejection, the required administrative documents shall be produced in the original or in copies certified true by the issuing service or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Tender Regulations. They shall be less than three (03) months old or shall have been established after the date of signature of the Invitation to Tender notice.

Where an administrative document is missing or non-compliant at the opening of bids, the bid shall be rejected upon expiry of the 48-hour time limit granted by the Board.

15. EVALUATION CRITERIA

15.1 Eliminary criteria

a) Incomplete administrative file on account of:

- Absence or non-compliance, at the opening of bids, of the original of the bid security, stamped, dated and hand-receipted, accompanied by the CDEC deposit receipt;
- Failure to produce, beyond the 48-hour time limit following the opening of bids, an administrative document deemed non-compliant or missing, with the exception of the bid security;
- Absence of the Category C classification certificate for the building sub-sector;
- Absence of the notarial deed in the case of a joint venture;
- Absence of the trade register (certificate of incorporation).

b) Technical bid incomplete on account of the absence of one of the following items:

- Sworn statement certifying that the bidder has not abandoned a contract over the last three years and does not appear on the list of defaulting companies drawn up by MINMAP;
- Average declared turnover of 300 million over the last three years (2023, 2024 and 2025);
- Financial capacity (available credit line) in the amount of 100 million, evidenced by a certificate signed by a first-rate bank approved by the Minister in charge of Finance;
- The integrity charter, dated and signed;
- The declaration of commitment to comply with environmental and social clauses, dated and signed;
- Failure to meet 20/26 of the essential criteria.

c) Financial bid incomplete on account of the absence of one of the following items:

- Omission in the financial bid of a quantified unit price.

15.2 Essential criteria

Essential criteria are the primary or key criteria used to assess the technical and financial capacity of candidates to perform the services covered by the Invitation to Tender. They shall be determined according to the nature and scope of the services to be carried out.

The conditions for validating a criterion, based on the number of sub-criteria to be met, shall be formally specified.

The technical bids shall be evaluated on the basis of the essential criteria, which shall relate, indicatively, to:

- Presentation of the bid;
- General references in building works over the last three years (2023, 2024, 2025) for a cumulative amount of 200 million, to be evidenced by a copy of the first and last pages of the contract and the provisional acceptance reports of the said contracts;
- Specific references in the field of hospital infrastructure for a cumulative amount of 150 million, to be evidenced by a copy of the first and last pages of the contract and the provisional acceptance reports of the said contracts;
- Financial capacity (access to a credit line or other financial resources, turnover, certificate of financial solvency);
- Qualification and experience of the staff;
- Equipment and logistical resources;
- Organisation and methodology;
- Failure to own the minimum equipment (list to be specified by the Contracting Authority and to be determined as owned or leased);
- The Special Administrative Clauses (CCAP) and the Special Technical Specifications (CCTP), initialled and signed on the last page with the endorsement "read and approved".

16. AWARD OF CONTRACT

The Contracting Authority shall award the contract to the bidder whose bid meets the required technical and financial qualification criteria and whose bid is evaluated as the lowest, including, where applicable, any discounts offered.

17. MAXIMUM NUMBER OF LOTS

This Invitation to Tender is not divided into lots.

18. VALIDITY PERIOD OF BIDS

Bidders shall remain bound by their bids for *ninety (90) days* with effect from the initial deadline set for the submission of bids.

19. ADDITIONAL INFORMATION

Additional information may be obtained during working hours from the Secretariat of the Public Contracts Service of MINSANTE, located on the ground floor of the Health Building of the Ministry of Public Health, near the Red Cross (telephone/fax 222 22 10 21), or online on the COLEPS platform at the addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, as from the publication of this notice.

Technical information may be obtained during working hours from the Division of Studies and Projects (telephone number: 222 23 07 88).

20. TECHNICAL ASSISTANCE

To obtain technical assistance in the event of a problem related to the use of the platform, please call (+237) 222 238 155 / 222 235 669 or write to the following email address: dsi@minmap.cm.

21. FIGHT AGAINST CORRUPTION AND MALPRACTICE

To report any practices, facts or acts of corruption or malpractice, please call CONAC on 1517/698 67 56 27, or the Public Contracts Authority (MINMAP) (by SMS or call) on: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, and the ARMP on: 222 20 18 03

Yaoundé, 02/10/2026

Copies:

- MINSANTE/CAB;
- MINMAP;
- ARMP;
- Chairperson/CIPM/MINSANTE;
- Public Contracts Service (for filing);
- Notice board.



Dr. Mamadou Mahachie



